



Procédure : 25073

ACCORD-CADRE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Acheteur

Collectivité Européenne d'Alsace

Adresse : Hôtel d'Alsace, 100 Avenue d'Alsace, 68000 COLMAR

Direction opérationnelle / Service acheteur : Direction des Routes, des Infrastructures et
des Mobilités / Pôle Travaux Neufs

Objet de la consultation

**Missions d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) et
d'Assistance à Maîtrise d'Œuvre (AMOE) pour les projets
d'infrastructures routières de la Collectivité européenne
d'Alsace**

Date limite de remise des offres

Date : Vendredi 27 juin 2025

Heure : 12 h 00

Offre à déposer exclusivement par voie dématérialisée sur la plateforme :

[Alsace Marchés Publics](#)

SOMMAIRE

1. Objet de l'accord-cadre à marchés subséquents	3
1.1 Lieu d'exécution	3
1.2 Durée de l'accord-cadre à marchés subséquents	3
1.3 Reconduction	3
1.4 Forme de l'accord-cadre	3
2. Organisation de la consultation	3
2.1 Procédure de la consultation	3
2.2 Modalités de financement	4
2.3 Dispositions relatives aux groupements	4
2.4 Variantes libres – Variantes imposées – Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)	4
2.5 Modification de détail au dossier de consultation	4
2.6 Délai de validité des offres	5
3. Contenu du dossier de consultation	5
4. Retrait du dossier de consultation	5
5. Présentation des candidatures et des offres	5
5.1 Éléments nécessaires à la sélection des candidatures	6
5.2 Éléments nécessaires au choix de l'offre	8
6. Examen des candidatures, jugement des offres et attribution de l'accord-cadre à marchés subséquents	9
6.1 Examen des candidatures	9
6.2 Jugement des offres	9
6.3 Attribution de l'accord-cadre à marchés subséquents	11
7. Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres	12
8. Renseignements complémentaires	13
9. Procédures de recours	13

1. Objet de l'accord-cadre à marchés subséquents

La consultation a pour objet :

Missions d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) et d'Assistance à Maîtrise d'Œuvre (AMOE) pour les projets d'infrastructures routières de la Collectivité européenne d'Alsace

Les missions qui seront confiées au titulaire sont précisées à l'article *Objectifs principaux des missions* du CCTP.

1.1 Lieu d'exécution

Lieu d'exécution : Territoire de l'Alsace.

1.2 Durée de l'accord-cadre à marchés subséquents

A titre indicatif, la notification de l'accord-cadre à marchés subséquents est prévue courant mi-septembre 2025.

La durée initiale de l'accord-cadre à marchés subséquents est fixée à 12 mois à compter de la date d'effet qui sera fixée dans le courrier de notification de l'accord-cadre à marchés subséquents.

1.3 Reconduction

L'accord-cadre à marchés subséquents pourra être reconduit 3 fois dans les conditions définies à l'article *Reconduction* de l'acte d'engagement et à l'article *Reconduction de l'accord-cadre* du CCAP.

1.4 Forme de l'accord-cadre

La consultation ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots dans la mesure où l'allotissement risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Les prestations feront l'objet d'un **accord-cadre à marchés subséquents** en application des articles R. 2162-1 à 2162-6 et suivants, R. 2162-7 à 2162-10 du Code de la commande publique.

Le montant maximum est fixé à l'acte d'engagement.

L'accord-cadre à marchés subséquents sera conclu avec 5 opérateurs économiques, sous réserve d'un nombre suffisants d'offres conformes.

2. Organisation de la consultation

2.1 Procédure de la consultation

La présente consultation est lancée suivant la procédure de l'appel d'offres ouvert en application des articles des articles R. 2124-1, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

2.2 Modalités de financement

Financement sur le budget annuel de la Collectivité européenne d'Alsace en ressources propres.

Le délai global de paiement est de 30 jours.

2.3 Dispositions relatives aux groupements

L'accord-cadre à marchés subséquents pourra être attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises.

Si l'accord-cadre à marchés subséquents est attribué à un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de chacun des membres du groupement.

Il n'est pas possible de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

Il est possible de présenter des offres en qualité de membres de plusieurs groupements.

Sans préjudice des dispositions de l'article L. 2141-13 du Code de la commande publique et conformément à l'article R. 2142-26 du Code de la commande publique, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché. Toutefois, en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de ce dernier, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou entreprises liées. L'acheteur se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des entreprises liées présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

2.4 Variantes libres – Variantes imposées – Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)

Pour le présent accord cadre à marchés subséquents, la proposition de variante libre n'est pas autorisée. Il n'est pas prévu de variante imposée ni de PSE.

Pour chaque marché subséquent, les propositions de variante libre, de variante imposée ou de PSE seront déterminées dans chacune des lettres de consultation.

2.5 Modification de détail au dossier de consultation

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours ouvrés avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.6 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite de remise des offres.

3. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- Le présent Règlement de la Consultation (RC),
- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes,
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Le Cahier de Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU),
- Le Détail Estimatif Fictif (DEF),
- Le cadre de simulation de consultation.

Il comprend en outre, l'Avis d'Appel Public à la Concurrence (AAPC) disponible sur le site du BOAMP et sur le site du JOUE.

4. Retrait du dossier de consultation

L'acheteur informe les candidats que le dossier de consultation est dématérialisé.

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) peut être consulté et téléchargé gratuitement à l'adresse suivante : <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu>.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par l'acheteur, les opérateurs économiques devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard *.zip (lisibles par Winzip, Quickzip)
- Adobe® Acrobat® *.pdf (lisibles par le logiciel Adobe Reader)
- *.doc ou *.xls version 2000-2003 (lisibles par Microsoft Office ou OpenOffice)
- Rich Text Format *.rtf
- Le cas échéant le format DWF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWF viewer, ...).

Lors du téléchargement du dossier de consultation, il est recommandé à l'entreprise de créer un compte sur la plateforme de dématérialisation où il renseignera notamment le nom de l'organisme soumissionnaire, et une adresse électronique afin de la tenir informée des modifications éventuelles intervenant en cours d'une procédure (ajout d'une pièce au DCE, envoi d'une liste de réponses aux questions reçues, ...).

5. Présentation des candidatures et des offres

Les candidats auront à produire les pièces relatives à la candidature et à l'offre définies ci-dessous, rédigées en langue française.

5.1 Éléments nécessaires à la sélection des candidatures

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire les pièces suivantes :

5.1.1 Situation juridique

- **DUME ou Formulaire DC1** ou équivalent : Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants
- **DUME ou Formulaire DC2** ou équivalent : Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement

5.1.2 Capacité

- **Déclaration chiffre d'affaires** : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique (sauf si déjà mentionné dans le DUME ou DC2).
- **Références de services similaires** : Présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des cinq dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

5.1.3 Certificats de qualification et/ou de qualité demandés aux candidats

Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. Le maître d'ouvrage accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres.

0103	<u>AMO en technique</u>
0201	<u>Programmation générale</u>
0202	<u>Programmation technique détaillée</u>
0301	<u>Ordonnancement-Planification-Coordination (OPC) d'exécution courant</u>
0303	<u>Planification - Coordination des études</u>
0331	<u>Direction de l'Exécution des Travaux</u>
0612	<u>Evaluation environnementale des projets, travaux et aménagements</u>
0803	<u>Étude d'assainissement et de protection des milieux récepteurs</u>
0810	<u>Étude de projets en hydraulique fluviale et maritime</u>
1101	<u>Étude en terrassements courants</u>
1102	<u>Étude en terrassements complexes</u>
1103	<u>Études de voiries courantes</u>
1104	<u>Étude de voiries complexes</u>
1105	<u>Étude du génie civil de réseaux enterrés</u>
1106	<u>Étude de terrassements avec confortement</u>
1108	<u>Étude de tunnels ou de souterrains</u>
1202	<u>Étude de structures béton courantes</u>
1203	<u>Étude de structures béton complexes</u>

1204	<u>Étude de structures métalliques courantes</u>
1205	<u>Étude de structures métalliques complexes</u>
1208	<u>Étude de déconstruction d'ouvrages</u>
1209	<u>Étude en restauration d'ouvrages</u>
1218	<u>Maîtrise d'œuvre en génie civil et gros œuvre courants</u>
1219	<u>Maîtrise d'œuvre en génie civil et gros œuvre complexes</u>
1230	<u>Etudes sismiques courantes</u>
1303	<u>Études de réseaux courants d'assainissement</u>
1506	<u>Étude de trafic</u>
1802	<u>Maîtrise d'œuvre de voies ferrées</u>
1808	<u>Maîtrise d'œuvre de tunnels ou de souterrains</u>
1811	<u>Maîtrise d'œuvre de voirie et réseaux divers courants</u>
1812	<u>Maîtrise d'œuvre de voirie et réseaux divers complexes</u>
1816	<u>Maîtrise d'œuvre de systèmes et d'ouvrages d'assainissement</u>
1818	<u>Maîtrise d'œuvre de ponts courants</u>
1819	<u>Maîtrise d'œuvre de ponts complexes</u>
1820	<u>Diagnostic d'ouvrages d'art</u>
1821	<u>Maîtrise d'œuvre de canaux, d'ouvrages fluviaux, hydrauliques ou portuaires</u>
1822	<u>Maîtrise d'œuvre de voies routières ou de pistes d'aérodromes</u>
2202	<u>Maîtrise des coûts en phase de conception et de réalisation</u>

Les certificats précités pourront faire l'objet d'équivalence ou être remplacés par de sérieuses références d'expériences équivalentes. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Le candidat pourra prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme équivalent par l'acheteur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées au présent article ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution de l'accord-cadre à marchés subséquents par un engagement écrit de l'intervenant.

En vertu de l'article R. 2143-16 du Code de la commande publique, dans le cadre de leur candidature, il est exigé que les candidats joignent une traduction en français aux éléments rédigés dans une autre langue.

Il est porté à l'attention des candidats que, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, ils ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les candidats sont invités à utiliser le coffre-fort électronique disponible gratuitement

depuis leur compte sur <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu>.

Dispositif :

Cette consultation est éligible au dispositif DUME (Document Unique de Marché Européen). Ainsi en déposant une offre par ce dispositif, les candidats ont la possibilité de compléter le DUME sur notre plateforme Alsace Marchés Publics.

Ainsi, le DUME pré-rempli sur la base du numéro SIRET permettra de :

- Bénéficier d'une reprise des données d'identité de l'entreprise ;
- D'attester du respect des obligations sociales et fiscales.
- Une requête automatisée auprès des différentes administrations (INSEE, DGFIP, ACOSS, infogreffe, etc.) lancée en mode sécurisé par le Profil d'Acheteur permettra de récapituler l'ensemble des attestations requises que l'entreprise pourra corriger le cas échéant en cas d'obsolescence notamment ;
- D'attester de la souscription des assurances appropriées, de ne pas être dans l'un des cas interdisant de soumissionner aux marchés publics, du pouvoir d'engager la société ;
- De saisir ses effectifs, ses chiffres d'affaires globaux et liés à l'objet du marché sur les trois derniers exercices, si la situation juridique le permet (le formulaire est adapté pour que les sociétés récentes n'aient pas à renseigner tous les exercices).

Pour déposer un pli, il faut :

- Accéder à la consultation et cliquer sur l'onglet « Dépôts » ;
- Renseigner votre DUME en ligne ou fournir votre DUME en pièce libre au format .xml ;
- Joindre les documents complémentaires relatifs à la candidature si nécessaire et l'offre ;
- Après avoir accepté les conditions d'utilisation, cliquer sur « Valider ».

5.2 Éléments nécessaires au choix de l'offre

Pour le choix de l'offre, les candidats doivent produire les documents suivants :

- L'acte d'engagement (**AE**) et ses annexes éventuelles, dûment complété,
- Le Bordereau des Prix Unitaires (**BPU**), dûment complété,
- Le Détail Estimatif Fictif (**DEF**), dûment complété,
- Le cadre de simulation de consultation, dûment complété,
- Le Mémoire Technique (**MT**), justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du contrat. Il contiendra les éléments demandés dans les 3 sous-critères (A à C) mentionnés à l'article *Jugement des Offres* du présent règlement de la consultation.

Il est recommandé aux candidats de signer leur acte d'engagement électroniquement au moment du dépôt de leur offre. Si l'offre n'a pas été signée lors du dépôt, l'entreprise sera invitée, après attribution du marché à signer l'acte d'engagement avec un certificat de signature électronique.

Afin d'assurer le respect de l'égalité de traitement des candidats, l'absence de tout document listé ci-dessus pourra conduire au rejet de l'offre.

Les offres devront être entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Les candidats veilleront particulièrement à renseigner dans l'acte d'engagement :

- Le numéro SIRET sur lequel sera imputée la facturation. Il doit correspondre à celui de l'établissement soumissionnaire ;
- Une adresse électronique de référence afin de permettre les échanges nécessaires à la consultation et à l'exécution du marché

Il est à noter que toutes les correspondances liées au contrat seront exclusivement effectuées par l'intermédiaire de la plateforme de dématérialisation des marchés publics :

[Alsace Marchés Publics](#)

Il est rappelé aux candidats que la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles.

6.Examen des candidatures, jugement des offres et attribution de l'accord-cadre à marchés subséquents

Le jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles R. 2144-1 à R. 2144-7 (examen des candidatures), R. 2152-1 à R. 2152-12 (jugement des offres) du Code de la commande publique et dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique. Les offres régulières, acceptables et appropriées et qui n'auront pas été rejetées en application des articles R. 2152-3 à R. 2152-5, seront classées par ordre décroissant en appliquant les critères d'analyse définis ci-dessous. Ce classement sera effectué par l'acheteur. L'offre classée n° 1 sera considérée comme "l'offre économiquement la plus avantageuse".

L'offre économiquement la plus avantageuse ne se confond pas avec l'offre au prix le plus bas. Les critères de sélection choisis ainsi que leurs modalités de mise en œuvre mentionnées ci-dessous, permettront à l'acheteur de porter une attention toute particulière à la performance globale, à la qualité et aux modalités d'exécution des missions de la présente consultation.

6.1 Examen des candidatures

L'examen des candidatures se fera selon les **capacités techniques, financières et professionnelles** mentionnées ci-dessus.

L'acheteur se réserve la possibilité d'éliminer les candidatures ne répondant pas aux exigences précisées le cas échéant dans le règlement de la consultation et pouvant porter notamment sur la capacité (diplômes, certificats, qualifications professionnelles...), le chiffre d'affaires minimum, les moyens techniques,

6.2 Jugement des offres

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Points / 100
Prix_HT	60 points
Valeur technique	40 points

Précision sur l'analyse des offres :

Critère prix

Définition et appréciation du critère : Ce critère est noté sur 60 points, selon la formule de notation suivante :

$$\text{Note du DEF} = [(\text{Montant de l'offre HT la plus basse} / \text{Montant de l'offre HT examinée}) \times 60.]$$

L'offre la moins-disante obtiendra la valeur maximum de la note, soit 60 points.

Il est précisé que ledit détail estimatif fictif (DEF) ne sera pas rendu contractuel et sert uniquement à départager les offres. Ce sont les prix figurant dans le bordereau des prix unitaires (BPU) qui formeront la base financière de l'accord-cadre à marchés subséquents.

Critère valeur technique

Définition et appréciation du critère : Ce critère sera apprécié au vu du contenu du mémoire technique présenté par le soumissionnaire (cadre non joint) et du cadre de simulation de consultations (selon cadre joint). Il est précisé que le cadre de simulation de consultation ne sera pas rendu contractuel et sert uniquement à départager les offres. Une note sur 60 points sera attribuée pour ce critère prenant en compte les principes explicités ci-dessous (sous-critères A à C) :

- A. Composition de l'équipe, des expériences et qualifications professionnelles de chacun des membres de l'équipe, noté sur **15 points**.
Joindre les CV précisant les expériences et qualifications professionnelles de chacun des membres de l'équipe indiqués en annexe 1 de l'Acte d'Engagement.
- B. Pertinence des moyens et de l'organisation adoptés pour l'accomplissement des missions, noté sur **20 points**.
Joindre un descriptif détaillé des moyens humains, techniques et organisationnels prévus pour la réalisation des différentes missions, permettant d'en apprécier la cohérence et la pertinence. Le candidat devra notamment préciser :
 - Les temps estimés pour les différentes phases de travail : investigations de terrain, analyses documentaires, concertations, etc (noté sur 4 points).
 - Les méthodes de travail envisagées par les spécialistes pour chacune des missions suivantes : étude de faisabilité, dossier de demande d'autorisation au titre de la loi sur l'eau, avant-projet sommaire (APS), projet (PRO), dossier de consultation des entreprises (DCE), étude d'impact, enquête publique, mission VISA, étude de réhabilitation, réparation ou reconstruction d'ouvrages d'art (ponts, murs, etc) (noté sur 4 points).
 - Les outils et moyens spécifiques mobilisés pour l'infographie, la cartographie

et la mise en forme des livrables (noté sur 4 points).

- Les dispositions organisationnelles mises en place pour garantir la qualité, la réactivité et la coordination des intervenants tout au long de l'étude (noté sur 4 points).

En complément, le candidat devra impérativement renseigner le cadre de simulation fourni, en le complétant pour les cinq types de missions représentatives. Ce document fera également l'objet d'une évaluation au titre de ce sous-critère (noté sur 4 points).

- C. Pertinence des dispositions prévues en matière d'assurance de la qualité au travers du SOPAQ, noté sur **5 points**.

Le candidat détaillera les dispositions prévues en matière d'assurance de la qualité au travers d'un Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance Qualité qui devra aborder à minima les mesures d'hygiène et de sécurité, l'identification des missions concernées, les matériels et moyens, le processus d'amélioration continu.

Pour l'analyse, la note associée à la valeur technique est obtenue comme suit :

- Sous critère renseigné de manière très complète, très satisfaisante et répondant parfaitement aux attentes de l'acheteur : très bien = 100 % des points,
- Sous critère renseigné de manière complète et répondant aux attentes de l'acheteur : bien = 80 % des points,
- Sous critère renseigné modérément ne répondant ainsi que moyennement aux attentes de l'acheteur : moyen = 60 % des points,
- Sous critère renseigné sommairement ne répondant ainsi que partiellement aux attentes de l'acheteur : insuffisant = 40 % des points.
- Sous critère mal renseigné ou ne répondant pas aux attentes de l'acheteur : mauvais = 20 % des points,
- Sous critère non renseigné : nul = 0 % des points.

Chaque offre technique obtient une note entre 0 et 40 points.

Classement final :

La note finale obtenue sur 100 points est la somme arithmétique des notes « prix » et « valeur technique ». L'offre économiquement la plus avantageuse est l'offre qui obtiendra la note maximum sur 100 points.

Rectification des offres :

En cas de discordance constatée dans l'offre, les indications des prix en chiffres portées sur le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) prévaudront sur tout autre indication de l'offre et le Détail Estimatif Fictif (DEF) sera rectifié en conséquence.

En cas d'erreur de multiplication, d'addition ou de report dans le Détail Estimatif Fictif (DEF), l'acheteur rectifiera ce document pour l'analyse du critère prix.

6.3 Attribution de l'accord-cadre à marchés subséquents

Si l'offre n'a pas été signée lors du dépôt, l'entreprise sera invitée, après attribution du contrat, à signer l'acte d'engagement avec un certificat de signature électronique. La Collectivité européenne d'Alsace exige, pour la signature des actes d'engagement, le format PDF pour les documents et le format PADES pour la signature électronique.

Conformément aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, candidats auxquels il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre à marchés subséquents devront fournir les documents qui justifient qu'ils n'entrent pas dans les cas d'interdiction de soumissionner et l'attestation d'assurance (voir article *Assurances* du CCAP) dans un délai de 10 jours à compter de la demande de l'acheteur.

A défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que l'accord-cadre ne lui soit attribué.

7. Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres

La Collectivité européenne d'Alsace préconise, pour les documents nécessitant une signature électronique, **le format PDF pour les documents** et **le format PADES pour la signature électronique**.

La transmission des documents par voie électronique est imposée. Elle se fait à l'adresse suivante : <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu>.

Une **assistance** à l'utilisation de la plateforme est disponible du lundi au vendredi, de 09h à 12h et de 14h à 17h au **numéro unique** suivant : **03.69.49.39.10** ou par **mail** : contact@alsacemarchespublics.eu.

Il est interdit de transmettre des plis via un autre moyen électronique (courriel, plateforme de téléchargement...), dans ce cas, les plis seront détruits. De même, la transmission des plis au format papier est interdite, hormis pour les copies de sauvegarde.

Le fuseau horaire de référence sera celui de Paris.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Remarque : Si un nouveau dépôt électronique est effectué par le même candidat, celui-ci annule et remplace le précédent dépôt, il sera considéré comme une offre complète et doit contenir tous les éléments attendus.

Copie de sauvegarde :

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB) ou sur support papier. Cette copie est transmise à l'adresse ci-dessous, sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde », l'identification de la procédure concernée et les coordonnées de l'entreprise.

L'acte d'engagement de la copie de sauvegarde doit être signé. Si le support physique choisi est le support papier, la signature est manuscrite. Si le support physique choisi est électronique, la signature est électronique.

Cette copie de sauvegarde pourra être ouverte dans les cas décrits dans l'arrêté du 22 mars 2019 modifié par l'arrêté du 14 avril 2023.

Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, seront détruits à l'issue de la procédure.

Adresse :

Collectivité européenne d'Alsace
Direction des Achats et de la Commande Publique
100 Avenue d'Alsace
BP 20351
68006 COLMAR Cedex

Horaires d'ouverture en cas de remise directe :
du lundi au vendredi de 9h00 à 11h30 et de 14h00 à 16h30

8. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires relatifs à cette consultation, les candidats devront faire parvenir en temps utile leur demande :

- De manière électronique, exclusivement sur la plateforme de dématérialisation, sur l'URL suivante : <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu>

Seules les demandes adressées au moins 10 jours ouvrés avant la date limite de réception des offres feront l'objet d'une réponse de la part de l'acheteur.

Une réponse sera adressée au plus tard 6 jours ouvrés avant la date fixée pour la réception des offres aux candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sur la plateforme de dématérialisation après s'être préalablement identifiés

Concernant les informations relatives à la remise des offres dématérialisées, il convient de se reporter à l'article *Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres* du présent document.

9. Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Strasbourg

31 avenue de la Paix
BP 51038
67070 STRASBOURG CEDEX

Tél : 03 88 21 23 23

Courriel : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L) : <http://strasbourg.tribunal-administratif.fr>

La décision d'attribution peut faire l'objet d'un recours gracieux adressé au Président de la

Collectivité européenne d'Alsace dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision attaquée.

Elle peut également faire l'objet des recours suivants devant le Tribunal administratif de Strasbourg, dans les conditions prévues par les textes et la jurisprudence :

- Référé précontractuel jusqu'à la date de signature du marché par la personne publique (articles L551-1 et R.551-1 et suivants du code de justice administrative).
- Référé contractuel dans les 31 jours suivant la publication de l'avis d'attribution au JOUE ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat, ou, en l'absence de publication d'un tel avis ou de la notification précitée, dans les 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat (articles L551-13 et R 551-7 et suivants du CJA).
- Recours pour excès de pouvoir (en cas de contestation des clauses réglementaires du contrat) dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de la notification de la décision ou de l'acte attaqué en procédure formalisée (article R.421-1 du code de justice administrative).
- Recours de pleine juridiction ouvert à tout candidat évincé dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées (CE, 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne n°358994).

Vous avez la possibilité de déposer votre requête :

- Soit en mains propres à l'accueil de la juridiction ;
- Soit par voie postale à l'adresse indiquée plus haut ;
- Soit par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyens (la procédure est détaillée sur le site internet dédié <https://www.telerecours.fr/particuliers-personnes-droit-prive/>) ».

Différends liés à l'exécution du marché (article R.2197-1 du Code de la commande publique) l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité Consultatif Interrégional du Règlement Amiable des Litiges

Préfecture de Meurthe et Moselle

1 rue du Préfet Claude Erignac

54038 NANCY CEDEX

Tél : 03 83 34 25 65

Télécopie : 03 83 34 22 24

Courriel : caroline.page@meurthe-et-moselle.gouv.fr

Adresse internet (U.R.L) : <http://meurthe-et-moselle.gouv.fr>

ANNEXE : EXIGENCES RELATIVES AU CERTIFICAT DE SIGNATURE

Certificat de signature :

Le certificat de signature du signataire doit être conforme au règlement « eIDAS » ou équivalent et respecter le niveau de sécurité exigé. Le RGS (référentiel général de sécurité) est remplacé par le règlement « eIDAS » depuis le 1er octobre 2018.

Néanmoins, les candidats disposant déjà d'un certificat « RGS », celui-ci reste utilisable jusqu'au terme de sa période de validité.

- Cas 1 : Certificat émis par une Autorité de certification « reconnue » - Aucun justificatif à fournir

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans la liste de confiance suivante :

<https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/confiance-numerique/la-signature-electronique-dans-le-cadre-des-marches-publics/>

Les candidats européens trouveront également la liste complète des prestataires sur la liste de confiance tenue par la Commission européenne :

<https://webgate.ec.europa.eu/tl-browser/#/tl/FR>

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

- Cas 2 : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance - Différents justificatifs à fournir

La plateforme de dématérialisation accepte tous les certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du Référentiel général de sécurité (RGS) et « eIDAS ».

Le candidat s'assure par lui-même que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité défini par le Référentiel général de sécurité (RGS) ou « eIDAS », et en fournit les justificatifs dans sa réponse électronique.

Le candidat fournit également tous les éléments techniques permettant à l'acheteur de s'assurer de la bonne validité technique du certificat utilisé.

Ainsi, le signataire doit transmettre avec sa réponse électronique les éléments suivants :

a) tout élément permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature (preuve de la qualification de l'Autorité de certification, politique de certification, adresse du site internet du référencement de l'Autorité de certification),

b) les outils techniques de vérification du certificat (chaîne de certification complète jusqu'à l'Autorité de Certification racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à

jour de la liste de révocation des certificats).

Il est précisé que tous ces éléments doivent être d'accès et d'utilisation gratuits pour l'acheteur, et être accompagnés le cas échéant de notices d'utilisation claires.

Outil de signature utilisé pour signer les fichiers :

La réglementation autorise le soumissionnaire à utiliser l'outil de signature de son choix.

- Cas 1 : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme - Aucun justificatif à fournir

La plate-forme intègre un outil de signature électronique, qui réalise des Jetons de signature au format réglementaire XAdES.

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur les signatures électroniques transmises et l'outil de signature utilisé.

- Cas 2 : Le soumissionnaire utilise un autre outil de signature que celui intégré à la plate-forme - Différents justificatifs à fournir

Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui de la plate-forme, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- a) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.
- b) Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Il est précisé que tous ces éléments doivent être d'accès et d'utilisation gratuits pour l'acheteur, et être accompagnés le cas échéant de notices d'utilisation claires.